

Art. 2. L'article 380 *quater*, alinéa 2, du même Code est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, 27 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Scellé du Sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Art. 2. Artikel 380*quater*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 95 — 1043

[S-C — 9398]

13 AVRIL 1995. — Loi contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Traite des êtres humains*

Un article 77bis, libellé comme suit, est inséré dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers :

« Art. 77bis. § 1er. Quiconque contribue, de quelque manière que ce soit, soit directement soit par un intermédiaire, à permettre l'entrée ou le séjour d'un étranger dans le Royaume et, ce faisant :

1° fait usage à l'égard de l'étranger, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte;

2° ou abuse de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve l'étranger en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale;

sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à vingt-cinq mille francs.

§ 2. L'infraction visée au § 1er sera punie de réclusion et d'une amende de cinq cents francs à vingt-cinq mille francs, si elle constitue une activité habituelle.

(1) *Sessions ordinaires 1993-1994 et 1994-1995.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi, n° 1381/1 du 28 mars 1994 déposée par M. Vande Lanotte. — Rapport, n° 1381/6 du 16 juin 1994 de M. Landuyt. — Amendements, n° 1381/2-3-4-5-8-9-10. — Texte adopté par la Commission de la Justice : 1381-7 du 17 juin 1994.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 21 juin 1994. — Adoption. Séance du 21 juin 1994.

Rapport n° 1381-12 du 1 avril 1995 de Mme T'Serclaes.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 7 avril 1995. — Adoption. Séance du 7 avril 1995.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 1142/1 du 1993-1994. — Rapport, n° 1142/3 du 24 mars 1995 de Mme Cahay-André et Mme Verhoeven. — Amendements, n° 1142/4. — Texte adopté par la Commission de la Justice : 24 mars 1995.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 30 mars 1995. — Adoption. Séance du 30 mars 1995.

N. 95 — 1043

[S-C — 9398]

13 APRIL 1995. — Wet houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Mensenhandel*

In de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt een artikel 77bis ingevoegd, luidende :

« Art. 77bis. § 1. Hij die, op welke manier ook, ertoe bijdraagt, rechtstreeks of via een tussenpersoon, dat een vreemdeling het Koninkrijk binnenkomt of er verblijft, wanneer hij daarbij :

1° ten opzichte van de vreemdeling direct of indirect gebruik maakt van listige kunstgrepen, geweld, bedreigingen of enige andere vorm van dwang;

2° of misbruikt maakt van de bijzonder kwetsbare positie waarin de vreemdeling verkeert ten gevolge van een onwettige of preciaire administratieve toestand of ten gevolge van zwangerschap, ziekte dan wel een lichamelijk of een geestelijk gebrek of onvolwaardigheid;

wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftwintigduizend frank.

§ 2. Het in § 1 bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftwintigduizend frank, wanneer van die activiteit een gewoonte wordt gemaakt.

(1) *Gewone zittingen 1993-1994 en 1994-1995.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsvoorstel, nr. 1381/1 van 28 maart 1994 door de heer Vande Lanotte. — Verslag, nr. 1381/6 van 16 juni 1994 door de heer Landuyt. — Amendementen, nr. 1381/2-3-4-5-8-9-10. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie : 1381-7 van 17 juni 1994.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 21 juni 1994. — Aanneming. Vergadering van 21 juni 1994.

Verslag nr. 1381-12 door Mevr. T'Serclaes.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 7 april 1995. — Aanneming. Vergadering van 7 april 1995.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 1142/1 van 1993-1994. — Verslag, nr. 1142/3 van 24 mars 1995 door Mevr. Cahay-André en Mevr. Verhoeven. — Amendementen, nr. 1142/4. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie : 24 mars 1995.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 30 maart 1995. — Aanneming. Vergadering van 30 maart 1995.

§ 3. L'infraction visée au § 2 sera punie des travaux forcés de dix ans à quinze ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs, si elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant.

§ 4. Les coupables des infractions visées aux § 2 et § 3 seront en outre condamnés à l'interdiction des droits spécifiés aux n<sup>os</sup> 1<sup>er</sup>, 3, 4 et 5 de l'article 31 du Code pénal.

§ 5. La confiscation spéciale prévue à l'article 42, 1<sup>o</sup>, du Code pénal peut être appliquée, même lorsque la propriété des choses sur lesquelles elle porte n'appartient pas au condamné. »

**Art. 2.** L'article 379 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 379. Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou acilitant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de réclusion et d'une amende de cinq cents francs à vingt-cinq mille francs.

Il sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans et d'une amende de cinq cents francs à cinquante mille francs si le mineur n'a pas atteint l'âge de seize ans accomplis.

La peine sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs, si le mineur n'a pas atteint l'âge de dix ans accomplis. »

**Art. 3.** L'article 380 bis du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 380 bis. § 1<sup>er</sup>. Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à vingt-cinq mille francs :

1<sup>o</sup> quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné, détourné ou retenu, en vue de la débauche ou de la prostitution, même de son consentement, une personne majeure (...);

2<sup>o</sup> quiconque aura tenu une maison de débauche ou de prostitution;

3<sup>o</sup> quiconque aura vendu, loué ou mis à disposition aux fins de la prostitution des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal;

4<sup>o</sup> quiconque aura, de quelque manière que ce soit, exploité la débauche ou la prostitution d'autrui.

§ 2. La tentative de commettre les infractions visées au § 1<sup>er</sup> sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à cinq mille francs.

§ 3. Seront punies des travaux forcés de dix ans à quinze ans et d'une amende de cinq cents francs à cinquante mille francs, les infractions visées au § 1<sup>er</sup>, dans la mesure où leur auteur :

1<sup>o</sup> fait usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte;

2<sup>o</sup> ou abuse de la situation particulièrement vulnérable d'une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale.

§ 4. Sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs :

1<sup>o</sup> quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné, détourné ou retenu, soit directement soit par un intermédiaire, un mineur âgé de moins de seize ans, même de son consentement, en vue de la débauche ou de la prostitution;

2<sup>o</sup> quiconque aura tenu, soit directement soit par un intermédiaire, une maison de débauche ou de prostitution où des mineurs se livrent à la prostitution ou à la débauche;

3<sup>o</sup> quiconque aura vendu, loué ou mis à disposition d'un mineur, aux fins de la débauche ou de la prostitution, des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal;

4<sup>o</sup> quiconque aura exploité, de quelque manière que ce soit, la débauche ou la prostitution d'un mineur âgé de moins de seize ans.

§ 5. Les infractions visées au § 4 seront punies des travaux forcés de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs si elles sont commises à l'égard d'un mineur de moins de dix ans.

§ 3. Het in § 2 bedoelde misdrijf wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank indien het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging betreft, ongeacht of de schulldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet.

§ 4. De schulldigen aan de misdrijven bedoeld in de §§ 2 en 3 worden bovendien veroordeeld tot ontzetting van de rechten omschreven in het 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van artikel 31 van het Strafwetboek.

§ 5. De bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 42, 1<sup>o</sup>, van het Strafwetboek kan worden toegepast zelfs wanneer de zaken waarop zij betrekking heeft, niet het eigendom van de veroordeelde zijn. »

**Art. 2.** Artikel 379 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 379. Hij die een aanslag tegen de zeden pleegt doordat hij, ten einde eens anders driften te voldoen, de ontucht, het bederf of de prostitutie van een minderjarige van het mannelijke of vrouwelijke geslacht opwekt, begunstigt of vergemakkelijkt, wordt gestraft met opsluiting en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftienduizend frank.

Hij wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftigduizend frank, indien de minderjarige geen volle zestien jaar oud is.

De straf is dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar en geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank, indien de minderjarige geen volle tien jaar oud is. »

**Art. 3.** Artikel 380 bis van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 380 bis. § 1. Met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftienduizend frank wordt gestraft :

1<sup>o</sup> hij die, ten einde eens anders driften te voldoen, een meerderjarige zelfs met zijn toestemming, aanwerft, meeneemt, wegbrengt of bij zich houdt met het oog op het plegen van ontucht of prostitutie;

2<sup>o</sup> hij die een huis van ontucht of prostitutie houdt;

3<sup>o</sup> hij die kamers of enige andere ruimte verkoopt, verhuurt of ter beschikking stelt met het oog op prostitutie met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren;

4<sup>o</sup> hij die, op welke manier ook, eens anders ontucht of prostitutie exploiteert.

§ 2. Poging tot de in § 1 bedoelde misdrijven wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfduizend frank.

§ 3. Met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftigduizend frank wordt gestraft het plegen van de in § 1 bedoelde misdrijven wanneer de dader daarbij :

1<sup>o</sup> direct of indirect gebruik maakt van listige kunstgrepen, geweld, bedreigingen of enige andere vorm van dwang;

2<sup>o</sup> of misbruik maakt van de bijzonder kwetsbare positie waarin een persoon verkeert ten gevolge van een onwettige of precaire administratieve toestand of ten gevolge van zwangerschap, ziekte dan wel een lichamelijk of een geestelijk gebrek of onvolwaardigheid.

§ 4. Met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank wordt gestraft :

1<sup>o</sup> hij die, ten einde eens anders driften te voldoen, rechtstreeks of via een tussenpersoon, een minderjarige onder de zestien jaar, zelfs met zijn toestemming aanwerft, meeneemt, wegbrengt of bij zich houdt met het oog op het plegen van ontucht of prostitutie;

2<sup>o</sup> hij die, rechtstreeks of via een tussenpersoon, een huis van ontucht of prostitutie houdt waar minderjarigen prostitutie of ontucht plegen;

3<sup>o</sup> hij die kamers of enige andere ruimte verkoopt, verhuurt of ter beschikking stelt van een minderjarige met het oog op ontucht of prostitutie met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren;

4<sup>o</sup> hij die, op welke manier ook, de ontucht of prostitutie van een minderjarige onder de zestien jaar exploiteert.

§ 5. De misdrijven bedoeld in § 4 worden gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank als zij ten aanzien van een minderjarige onder de tien jaar worden gepleegd. »

**Art. 4.** Dans le même Code, il est inséré un article 381bis, libellé comme suit :

« Art. 381bis. Les infractions visées aux articles 379 et 380bis, §§ 3 et 4, seront punies des travaux forcés de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. »

**Art. 5.** A l'article 382 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, la référence aux articles 380, 380ter et 381 est supprimée;

2° l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Sans avoir égard à la qualité de la personne physique ou morale de l'exploitant, propriétaire, locataire ou gérant, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement dans le quel les infractions ont été commises, pour une durée d'un mois à trois ans à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt ordonnant la fermeture de l'établissement sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de mille francs à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement. »

**Art. 6.** Dans le même Code, il est inséré un article 382bis, libellé comme suit :

« Art. 382bis. La confiscation spéciale visée à l'article 42, 1°, peut être appliquée, même si la propriété des choses sur lesquelles elle porte n'appartient pas au condamné. »

#### CHAPITRE II. — Pornographie infantine

**Art. 7.** Un article 383bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 383bis. § 1er. Sans préjudice de l'application des articles 379 et 380bis, quiconque aura exposé, vendu, loué, distribué ou remis des emblèmes, objets, films, photos, diapositives ou autres supports visuels qui représentent des positions ou des actes sexuels à caractère pornographique, impliquant ou présentant des mineurs âgés de moins de seize ans ou les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, remis à un agent de transport ou de distribution, sera puni de réclusion et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs.

§ 2. Quiconque aura sciemment possédé les emblèmes, objets, films, photos, diapositives ou autres supports visuels visés sous le § 1er, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent francs à mille francs.

§ 3. L'infraction visée sous le § 1er, sera punie des travaux forcés de dix ans à quinze ans et d'une amende de cinq cents francs à cinquante mille francs, si elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant.

§ 4. La confiscation spéciale prévue à l'article 42, 1°, peut être appliquée à l'égard des infractions visées aux §§ 1er et 2, même lorsque la propriété des choses sur lesquelles elle porte n'appartient pas au condamné.

§ 5. L'article 382 est applicable aux infractions visées aux §§ 1er et 3. »

#### CHAPITRE III. — Extra-territorialité

**Art. 8.** Un article 10ter, rédigé comme suit, est inséré au Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle :

« Art. 10ter. Le Belge ou l'étranger trouvé en Belgique, qui aura commis hors du territoire du Royaume une des infractions prévues par les articles 372, 373, 375, 376 et 377 du Code pénal si le fait a été commis sur la personne d'un mineur de moins de 16 ans accomplis, par les articles 379, 380bis, 381bis et 383bis, § 1er et § 3, du même Code, par l'article 77bis, § 2 et § 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et par les articles 10, 11, 12 et 13 de la loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial pourra être poursuivi en Belgique même si l'autorité belge n'a reçu aucune plainte ou avis officiel de l'autorité étrangère. »

#### CHAPITRE IV. — Action en cessation

**Art. 9.** Une action en cessation peut être introduite auprès du président du tribunal de première instance par les ministres compétents s'il y a constatation d'infractions à la législation sociale dans

**Art. 4.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 381bis ingevoegd, luidende :

« Art. 381bis. De in de artikelen 379 en 380bis, §§ 3 en 4, bedoelde misdrijven worden gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank indien ze daden betreffen van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging, ongeacht of de schuldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. »

**Art. 5.** In artikel 382 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de verwijzing naar de artikelen 380, 380ter en 381 geschrapt;

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt:

« Zonder rekening te houden met de hoedanigheid van natuurlijk persoon of rechtspersoon van de exploitant, eigenaar, huurder of zaakvoerder, kan de rechtbank de sluiting bevelen van de inrichting waar de misdrijven zijn gepleegd, voor een termijn van een maand tot drie jaar te rekenen van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling onherroepelijk is geworden.

Elke inbreuk op de beschikking van het vonnis of arrest waarbij de sluiting van de inrichting wordt bevolen, wordt bestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van duizend frank tot vijfduizend frank of met een van die straffen alleen. »

**Art. 6.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 382bis ingevoegd, luidende :

« Art. 382bis. De bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 42, 1°, kan worden toegepast zelfs wanneer de zaken waarop zij betrekking heeft, niet het eigendom van de veroordeelde zijn. »

#### HOOFDSTUK II. — Kinderpornografie

**Art. 7.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 383bis ingevoegd, luidende :

« Art. 383bis. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 379 en 380bis wordt hij die zinnebeelden, voorwerpen, films, foto's, dia's of andere beeldragers die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter voorstellen waarbij minderjarige beneden de zestien jaar betrokken zijn of worden voorgesteld, tentoonstelt, verkoopt, verhuurt, verspreidt of overhandigt, ze met het oog op de handel of de verspreiding vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, aan een vervoer- of een distributieagent overhandigt, gestraft met opsluiting en met geldboete van vijf-honderd frank tot tienduizend frank.

§ 2. Hij die wetens de in § 1 bedoelde zinnebeelden, voorwerpen, films, foto's, dia's of andere beeldragers bezit, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank.

§ 3. Het in § 1 bedoelde misdrijf wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijftigduizend frank indien het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging betreft, ongeacht of de schuldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet.

§ 4. De bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 42, 1°, kan worden toegepast voor de misdrijven bedoeld in de §§ 1 en 2, zelfs wanneer de zaken waarop zij betrekking heeft, niet het eigendom van de veroordeelde zijn.

§ 5. Artikel 382 is van toepassing op de in §§ 1 en 3 bedoelde misdrijven. »

#### HOOFDSTUK III. — De extraterritorialiteit

**Art. 8.** In de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering wordt een artikel 10ter ingevoegd, luidende :

« Art. 10ter. De Belg of de vreemdeling gevonden in België, die buiten het grondgebied van het Koninkrijk een van de misdrijven heeft gepleegd bepaald in de artikelen 372, 373, 375, 376 en 377 van het Strafwetboek, indien het feit is gepleegd op de persoon van een minderjarige die geen volle 16 jaar oud is, in de artikelen 379, 380bis, 381bis en 383bis, §§ 1 en 3, van hetzelfde Wetboek, in artikel 77bis, §§ 2 en 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en in de artikelen 10, 11, 12 en 13 van de wet van 9 maart 1993 met het oog op de reglementering en de controle van de activiteiten van de huwelijksbureaus, kan in België worden vervolgd, zelfs indien de Belgische overheid geen enkele klacht of officieel bericht van de buitenlandse overheid heeft ontvangen. »

#### HOOFDSTUK IV. — Vordering tot staking

**Art. 9.** De bevoegde ministers kunnen een vordering tot staking instellen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, wanneer overtredingen van de sociale wetgeving zijn vastgesteld op

les lieux où il y a un motif raisonnable de supposer que sont commises les infractions visées soit aux articles 379 et 380bis du Code pénal soit à l'article 77bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

**Art. 10.** L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Elle peut être formée par requête. Celle-ci est déposée en quatre exemplaires au greffe du tribunal de première instance ou envoyée à ce greffe par lettre recommandée la poste.

Le greffier de ce tribunal avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire et l'invite à comparaître au plus tôt trois jours et au plus tard huit jours après l'envoi du pli judiciaire, auquel est joint un exemplaire de la requête introductive.

Sous peine de nullité, la requête contient :

1° l'indication des jour, mois et an;

2° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant;

3° les nom et adresse de la personne morale ou physique contre laquelle la demande est formée;

4° l'objet et l'exposé des moyens de la demande;

5° la signature de l'avocat.

Il est statué sur l'action après avoir entendu le ministère public, nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute juridiction pénale.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant tout recours et sans caution.

Le greffier est tenu d'informer sans délai le ministre du recours introduit contre toute décision rendue en application de l'article 9.

#### CHAPITRE V. — Exécution et suivi de la loi

**Art. 11. § 1er.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par traite des êtres humains :

1° les infractions visées à l'article 77bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° les infractions visées aux articles 379 et 380bis, § 1er, 1°, §§ 2 et 3, du Code pénal.

§ 2. Dans le cadre de ses compétences, le Roi détermine les règles et mesures concrètes qu'il estime opportun de fixer et de prendre en faveur des victimes de la traite des êtres humains afin de (...) les aider, notamment, dans leurs éventuelles démarches en justice.

§ 3. L'article 2 de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, est complété comme suit : « Le Centre est en outre chargé de stimuler la lutte contre la traite des êtres humains ».

§ 4. A l'article 3, 5°, de la même loi, les mots « auxquels l'application de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie pourrait donner lieu; » sont remplacés par les mots « auxquels pourrait donner lieu l'application de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou l'application de la loi du ... contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile. »

§ 5. Les associations agréées à cet effet par le Roi et les organismes d'intérêt public peuvent ester en justice dans tous les litiges auxquels l'application de la présente loi pourrait donner lieu.

**Art. 12.** Le Gouvernement fait annuellement rapport au Parlement sur l'application de la présente loi et sur la lutte contre la traite des êtres humains en général. Ce rapport contient notamment un exposé de la situation en ce qui concerne les poursuites judiciaires.

#### CHAPITRE VI. — Disposition modificative

Un 17°, libellé comme suit, est inséré dans l'article 90ter, § 2, du Code d'instruction criminelle :

« 17° l'article 77bis, § 2 et § 3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

#### CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires

Sont abrogés :

1° les articles 380, 380ter et 381 du Code pénal;

2° la mention des articles 380 et 380ter du Code pénal dans l'article 90ter, § 2, 5°, du Code d'instruction criminelle inséré par la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les

plaatsen waar er een redelijk vermoeden bestaat dat hetzij de in de artikelen 379 en 380bis van het Strafwetboek, hetzij de in artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen omschreven misdrijven worden gepleegd.

**Art. 10.** De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kort gezegd.

Zij mag worden ingesteld bij verzoekschrift. Dit wordt in vier exemplaren neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg of bij ter post aangetekende brief verzonden aan deze griffie.

De griffier van deze rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en uiterlijk acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waaraan een exemplaar van het inleidend verzoekschrift wordt gevoegd.

Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift :

1° de dag, de maand en het jaar;

2° de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de vorderer;

3° de naam en het adres van de rechtspersoon of de natuurlijke persoon tegen wie de vordering wordt ingesteld;

4° het onderwerp en de uiteenzetting van de middelen van de vordering;

5° de handtekening van de advocaat.

Er wordt uitspraak gedaan over de vordering, na vooraf het openbaar ministerie te hebben gehoord, niettegenstaande vervolging wegens dezelfde feiten voor enig ander strafrecht.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande voorziening en zonder borgstelling.

De griffier is verplicht de minister onverwijld in te lichten over de voorziening tegen elke uitspraak die op grond van artikel 9 is gewezen.

#### HOOFDSTUK V. — Uitvoering en opvolging van de wet

**Art. 11. § 1.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt als mensenhandel beschouwd :

1° de misdrijven omschreven in artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° de misdrijven omschreven in de artikelen 379 en 380bis, § 1, 1°, §§ 2 en 3, van het Strafwetboek.

§ 2. Binnen het kader van zijn bevoegdheden, bepaalt de Koning de regels en de concrete maatregelen die Hij ten voordele van de slachtoffers van mensenhandel opportuun acht ten einde hen te helpen, onder meer, bij het doen van eventuele gerechtelijke stappen.

§ 3. Artikel 2 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding wordt aangevuld als volgt : « Bovendien heeft het Centrum de opdracht de bestrijding van de mensenhandel te stimuleren ».

§ 4. In artikel 3, 5°, van dezelfde wet worden tussen de woorden « ingegeven daden » en de woorden « aanleiding kan geven » de woorden « of waartoe de toepassing van de wet van ... houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie » ingevoegd.

§ 5. De door de Koning daartoe erkende verenigingen en de instellingen van openbaar nut kunnen in rechte optreden in alle rechtszaken waartoe de toepassing van deze wet aanleiding kan geven.

**Art. 12.** De Regering brengt jaarlijks aan het Parlement verslag uit over de toepassing van deze wet en over de bestrijding van de mensenhandel in het algemeen. Dit jaarverslag bevat onder meer een stand van zaken met betrekking tot de gerechtelijke vervolgingen.

#### HOOFDSTUK VI. — Wijzigingsbepaling

In artikel 90ter, § 2, van het Wetboek van Strafvordering wordt een 17° ingevoegd, luidende :

« 17° artikel 77bis, §§ 2 en 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. »

#### HOOFDSTUK VII. — Opheffingsbepalingen

Opgeheven worden :

1° de artikelen 380, 380ter en 381 van het Strafwetboek;

2° de vermelding van de artikelen 380 en 380ter van het Strafwetboek in artikel 90ter, § 2, 5°, van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd door de wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de

écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées;

3<sup>o</sup> la loi du 26 mai 1914 sur la répression de la traite des blanches.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 13 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :  
Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,  
H. VAN ROMPUY

persoonlijke levenssfeer tegen het af luisteren, kennismaken en opnemen van privé-communicatie en -telecommunicatie;

3<sup>o</sup> de wet van 26 mei 1914 tot bestrijding van de handel in vrouwen en meisjes.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 13 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :  
De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,  
H. VAN ROMPUY

F. 95 — 1044

[S-C — 9399]

13 AVRIL 1995. — Loi relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Un article 21 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle :

« Art. 21 bis. Dans les cas visés aux articles 372, 373, 375, 379, 380 et 380 bis du Code pénal, le délai de prescription de l'action publique ne commence à courir qu'à partir du jour où la victime atteint l'âge de dix-huit ans.

**Art. 2.** Le chapitre VII du livre Ier et l'article 91 du même Code, abrogés par la loi du 20 juillet 1990, sont rétablis dans le texte suivant :

« CHAPITRE VII. — De l'audition des mineurs victimes de certains délits

« Art. 91. Tout mineur d'âge victime des faits visés aux articles 372, 373, 375, 379, 380 et 380 bis du Code pénal a le droit de se faire accompagner par la personne majeure de son choix lors de toute audition effectuée par l'autorité judiciaire, sauf décision contraire motivée prise à l'égard de cette personne par le ministre public ou le magistrat instructeur dans l'intérêt du mineur ou de la manifestation de la vérité. »

**Art. 3.** Un article 382 bis, rédigé comme suit, est inséré au livre II, titre VII, chapitre VI, du Code pénal :

« Art. 382 bis. Sans préjudice de l'article 382, toute condamnation pour des faits visés aux articles 372 à 386 ter, accomplis sur un

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n<sup>o</sup> 1348/1 du 10 mars 1995. — Rapport, n<sup>o</sup> 1348/2 du 23 mars 1995 de Mme Herzet. — Amendements, n<sup>o</sup> 1348/3. — Texte adopté par la Commission de la Justice : 15 mars 1995.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 30 mars 1995. — Adoption. Séance du 30 mars 1995.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n<sup>o</sup> 1785/1 du 31 mars 1995. — Rapport, n<sup>o</sup> 1785/3 du 10 avril 1995 de Mme Merckx-Van Goey. — Amendements, n<sup>o</sup> 1785/2. — Texte adopté par la Commission de la Justice.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 7 avril 1995. — Adoption. Séance du 7 avril 1995.

N. 95 — 1044

[S-C — 9399]

13 APRIL 1995. — Wet betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 21 bis ingevoegd, luidende

« Art. 21 bis. In de gevallen bedoeld in de artikelen 372, 373, 375, 379, 380 en 380 bis van het Strafwetboek, begint de verjaringstermijn van de strafvordering pas te lopen vanaf de dag waarop het slachtoffer de leeftijd van achttien jaar bereikt. »

**Art. 2.** Hoofdstuk VII van het eerste boek en artikel 91 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 20 juli 1990, worden hersteld in de volgende lezing :

« HOOFDSTUK VII. — Verhoor van minderjarigen die het slachtoffer zijn van bepaalde misdrijven

« Art. 91. Elke minderjarige die het slachtoffer is van de feiten bedoeld in de artikelen 372, 373, 375, 379, 380 en 380 bis van het Strafwetboek, heeft het recht zich tijdens elk verhoor vanwege de rechterlijke instanties te laten begeleiden door een meerderjarig persoon van zijn keuze, behalve wanneer het openbaar ministerie of de onderzoeksmagistraat ten aanzien van deze persoon bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt in het belang van de minderjarige of teneinde de waarheid aan het licht te brengen. »

**Art. 3.** In boek II, titel VII, hoofdstuk VI, van het Strafwetboek, wordt een artikel 382 bis ingevoegd, luidende :

« Art. 382 bis. Onverminderd artikel 382 kan elke veroordeling wegens feiten, bedoeld in de artikelen 372 tot 386 ter, en gepleegd op

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 1348/1 van 10 maart 1991. — Verslag, nr. 1348/2 van 23 maart 1995 door Mevr Herzet. — Amendementen, nr. 1348/3. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie : 15 maart 1995.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 30 maart 1995. — Aanneming. Vergadering van 30 maart 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 1785/1 van 31 maart 1991. — Verslag, nr. 1785/2 van 23 maart 1995 door Mevr Merckx-Van Goey. — Amendementen, nr. 1785/2. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 7 april 1995. — Aanneming. Vergadering van 7 april 1995